

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N°256)
SERVICE DE 9H. 1/2

SIX CONTRE-TORPILLEURS ANGLAIS SONT ARRIVÉS HIER À ORAN

Oran 27 Septembre- Six contre-torpilleurs anglais, chargés de la surveillance en Méditerranée, ont fait relâche hier à Oran, afin de se ravitailler en mazout, en eau et en vivres. Ils reprendront la mer dès que la violente tempête qui sévit actuellement sur les côtes algériennes et marocaines soit calmée. (Agence Espagne)

LE CONTRE TORPILLEUR FRANÇAIS "AUDACIEUX" RENCONTRE UNE MINE FLOTTANTE
AU LARGE DES CÔTES DU MAROC ESPAGNOL

Oran 27 Septembre- Le contre-torpilleur français "Audacieux" a rencontré une mine flottante au large des côtes du Maroc espagnol. Par miracle la mine ne fit pas explosion. On la détruisit aussitôt à coups de canon. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)

SERVICE DE 11H.30

SUR LE FRONT DU NORD LES TROUPES REPUBLICAINES OPPOSENT AUX REBELLES UNE
RESISTANCE ACHARNÉE

Valence 27 Septembre- On mande de Gijon:

Dans le secteur de Tarna, les insurgés ont attaqué hier avec la plus grande intensité. Dès l'aube, de nombreux avions rebelles bombardèrent les positions républicaines de Ventaniella et de Loma Verde, qui subirent, en même temps le feu de l'artillerie insurgée. Les soldats républicains mitrillèrent des avions et réussirent à abattre l'un d'eux qui tomba en flammes entre les positions de Una et Agavado.

Après une résistance acharnée qui causa aux rebelles de nombreuses pertes, les républicains effectuèrent un léger repli à Rebolledo, où ils s'installèrent dans des positions préparées à l'avance et mieux fortifiées.

Dans le secteur d'Onia, les rebelles tentèrent de s'emparer de la position de Pozobal, défendue par un bataillon de fusiliers marins. Devant l'intensité du bombardement de l'artillerie, les républicains simulèrent un repli sur le versant opposé de la position. Les rebelles cessèrent alors le feu de leurs canons. Les fusiliers marins, revenant à la charge, décimèrent et mirent en fuite, la compagnie rebelle.

Une autre attaque insurgée fut repoussée à Carrocera, à la position républicaine de Cabeza de Iniesta.

Dans les secteurs de la côte, les rebelles attaquèrent avec des chars de combat, et à grand renforts d'artillerie et d'aviation, mais tous leurs efforts restèrent vains.

L'aviation républicaine a mis en fuite un trimoteur rebelle, et l'a poursuivi jusqu'à la hauteur de Llanos. D'autre part, les appareils républicains ont mitrillé quelques concentrations de forces rebelles, et effectué de nombreux vols de reconnaissance sur la côte et sur la mer. Tous les appareils sont revenus à leur base sans incident.

(Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 29-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE



QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)
SERVICE DE 14H.45

LA BRIGADE DES "FLECHES BLEUES" EST VENUE REJOINDRE CELLE DES "FLECHES NOIRES" SUR
LE FRONT DE SARAGOSSE

Milan 27 Septembre- Le Correspondant spécial du "Corriere della Sera" à Saragosse, décrit l'arrivée, vendredi dernier, sur le front d'Aragon, de la brigade **italienne** les "Flèches bleues".

On se rappelle que cette brigade avait déjà participé à diverses offensives rebelles sur les fronts d'Andalousie, d'Extremadure, et du Centre. Les "Flèches Bleues" feront partie de la division qui opère actuellement dans le secteur de Saragosse, appuyée par l'artillerie et l'aviation légionnaires italiennes. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

13, Rue de l'Ancienne-Comédie, Paris (VI^e)

Téléphone : DANTON 56-87

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)

SERVICE DE 17H.45

LES MILIEUX POLITIQUES DE VALENCE COMMENTENT LE RETOUR EN ESPAGNE DE MM. MIGUEL MAURA ET PORTELA VALLADARES

Valence 27 Septembre- Le retour en Espagne de MM. Miguel Maura et Portela Valladares députés du Centre Droit, revêt une signification particulière dans les milieux politiques de Valence. Le fait que, députés républicains conservateurs, c'est-à-dire ne faisant pas partie du Front Populaire, ils pourront librement exprimer leurs opinions devant les Cortès, constitue une nouvelle preuve du respect observé par la République Espagnole à l'égard des libertés parlementaires et démocratiques.

M. Miguel Maura, bien qu'il fût d'une famille notoirement monarchiste - son père **Antonio** Maura, Chef du Parti Conservateur, joua un grand rôle politique sous la monarchie - a toujours manifesté et prouvé sa foi républicaine. En 1930 il signa avec Manuel Azana, Fernando de los Rios, Prieto et Albornoz, le manifeste du Comité Révolutionnaire pour l'Etablissement de la République. Incarcéré en Décembre 1930, il fut relâché en Février 1931, et se présenta aux élections municipales comme candidat de la Coalition Républicaine et Socialiste. Elu à Madrid, il fit partie du premier gouvernement républicain du 14 Avril 1931 en qualité de Ministre de l'Intérieur. Lorsqu'en 1934, à la suite du mouvement des Asturies, tous les représentants des partis républicains se retirèrent des Cortès, Maura entra au Centre Droit, et, depuis 1934, se cantonna dans l'opposition. Réélu aux élections de Février 1936, il séjourne à l'étranger depuis le mois de Juillet 1936 avec l'assentiment de la République Espagnole.

M. Portela Valladares fut Gouverneur de la Catalogne de 1920 à 1923, sous la monarchie. Après la proclamation de la République il se convertit peu à peu à la cause républicaine. Elu Député aux Cortès, il le resta jusqu'en 1936. Il faisait partie du groupe des **Députés Indépendants** (Conservateurs du Centre Droit).

En 1936, après la chute de Gil Robles, M. Portela Valladares avait accepté de former le nouveau Ministère. Il assumait encore la présidence du Conseil lors des élections de Février 1936. (Agence Espagne)

UNE DECLARATION DU GENERAL MIAJA AU SUJET DES ECHOS D'UNE PRETENDUE INSURRECTION DES GARDES D'ASSAUT A MADRID

Madrid 27 Septembre- Interrogé au sujet des rumeurs lancées par la radio rebelle et reprises par certains journaux étrangers, à propos d'une prétendue insurrection des gardes d'assaut de Madrid, le Général Miaja s'est borné à répondre, sur le mode ironique: "Si un soulèvement avait eu lieu dans la capitale, j'aurais été à même, semble-t-il, d'en prendre connaissance, de même qu'il m'a été possible de me rendre compte, le 18 Juillet de l'année dernière qu'une insurrection avait éclaté."

"Malheureusement pour les rebelles et pour ceux de leurs amis qui propagent de telles rumeurs, il n'en est rien. Madrid reste invincible tant à l'intérieur qu'au-delà de ses murailles, quelle soit la fantaisie **suroxcitée** des adversaires de la République, lesquels proclamaient sa prise il y a dix mois. Ce sont les mêmes aujourd'hui qui répandent ces bruits, au profit des mêmes intérêts. des mêmes ennemis du peuple espagnol". (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 19-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNEAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)
SERVICE DE 19 HEURES 45.

LA VIE REPREND SON COURS NORMAL A BELCHITE.

Valence 27. - Dans Belchite reconquise, la vie reprend son cours normal. De nombreux paysans qui s'étaient réfugiés dans la campagne environnante pour échapper aux bombardements ont regagné leurs fermes. La cueillette des olives qui est splendide bat son plein. (Agence Espagne)

LE PRESIDENT NEGRIN REND VISITE A M. AZANA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Valence 27. - Le Président Negrin qui est revenu hier soir à Valence a eu des entretiens prolongés avec M. Prieto, ministre de la Défense Nationale, ainsi qu'avec M. Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur.

Ce matin, M. Negrin a rendu visite au Président de la République pour lui donner une relation détaillée de son voyage à Genève et de son activité au sein du Conseil de la Société des Nations. (Agence Espagne)

L'AVIATION REBELLE BOMBARDE SAGONTE, DANS LA PROVINCE DE VALENCE.

Valence, 27 septembre: Hier soir, les batteries anti-aériennes ont mis en fuite l'aviation rebelle venant probablement de Majorque avec l'intention de bombarder les villes de la côte. Les avions laissèrent tomber, sans viser aucun objectif, quelques bombes sur Sagonte, mais ne causèrent ni dégâts ni victimes. (Agence Espagne)

REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES.

Valence, 27 septembre: Le Conseil des Ministres s'est réuni à 17 heures. (Agence Espagne)

CONSTRUCTION DE NOUVEAUX RESERVOIRS D'IRRIGATION DANS LA PROVINCE DE VALENCE.

Valence, 27 septembre: Le Directeur Général des Travaux Hydrauliques a visité la commune de Yatova (province de Valence) afin de voir les terrains où l'on projette de construire des réservoirs d'irrigation qui transformeront en terres arables le sol desséché et stérile de douze communes. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)
SERVICE DE 21 HEURES 30.

LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA CONFÉRENCE NAVALE A ÉTÉ CONSACRÉE
À L'EXPOSÉ DES DISPOSITIONS TECHNIQUES PRISES PAR LES AMIRAUTÉS FRANÇAISE ET
BRITANNIQUE.

Paris-27 septembre- La première réunion de la Conférence Navale franco-anglo-italienne qui s'est tenue aujourd'hui au Ministère de la Marine a été consacrée à l'exposé des dispositions techniques prises par les Amirautes française et britannique en vue de la lutte contre la piraterie dans la Méditerranée.

Il semble acquis qu'aucune puissance ne verra attribuer à une autre la surveillance d'une route maritime qui est pour elle d'un intérêt vital. En vertu de ce principe, la France contrôlera les routes entre la France continentale et l'Afrique du Nord, tandis que la Grande-Bretagne contrôlera celles de Gibraltar à Malte et de Malte à Chypre et à Alexandrie.

Il paraît nettement spécifié que toute discussion politique est d'avance exclue. Si cette décision est strictement appliquée, elle décevra sans doute certains espoirs de détourner la conférence de ses vrais buts limités.

La Conférence tiendra demain sa deuxième séance à 11 heures, au Ministère de la Marine. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TELEGRAPHIQUES & TELEPHONIQUES DE DERNIERE HEURE

11, Rue du 4 Septembre, 11
PARIS (2^e)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

Téléph. : Richelieu 78-10
4 Lignes groupées

27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)

SERVICE DE 24 HEURES

M. MIGUEL MAURA, PORTELA VALLADARES ET SOLDA DE CANIZARES
PASSENT A BARCELONE

BARCELONE 27 septembre - Se rendant à Valence, l'ancien président du Conseil, M. Miguel Maura, l'ancien Ministre de l'Intérieur, M. Portela Valladares, tous deux députés du Centre droit, et M. Sola de Canizares, député de la "Lliga" régionaliste, sont passés à Barcelone. (Agence Espagne)

LE TRIBUNAL DE REPRESSION DE L' ESPIONNAGE EST CONSTITUE A BARCELONE

BARCELONE 27 septembre - Ce matin a eu lieu à la Cour de Cassation, la constitution du Tribunal de répression de l'espionnage. La cérémonie était présidée par MM. Ragasol, sous-secrétaire à la Justice, M. Andreu, président de la cour d'Appel, et Duran d'Ocon, procureur.

Le secrétaire de la cour d'Appel donna lecture du décret de constitution de ce tribunal, et des noms de ceux qui le composent, à savoir: Président - M. Alfonso Rodriguez - Dra nguét, Magistrats - MM. Pelayo Sala et Pascual Galbo, Magistrats suppléants - MM. Gerard et Santiago Sentis.

M. Ragasol, parlant au nom du Ministre de la Justice et du Conseiller à la Justice de la Généralité, souligna l'importance de ce tribunal dont la création a été une nécessité imposée par la guerre. M. Ragasol termina par un hommage au Ministre de la justice de la République, M. Irujo, qui prêta un si grand intérêt à la constitution de ce tribunal. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTÉMBRE 1937 (N° 255)
SERVICE DE 24 HEURES.

POURSUIVANT LEUR AVANCE SUR LE FRONT NORD D'ARAGON, LES REPUBLICAINS
RESSERRENT LE CERCLE AUTOUR DE SABINANIGO.

BARCELONE 27 Septembre - Sur le front nord d'Aragon, l'occupation d'Orna-position très importante qui domine la ligne de chemin de fer de Jaca à Huesca et permet d'empêcher le trafic d'explosifs de l'usine de Sabinanigo à la zone rebelle -a été suivie d'une nouvelle avance républicaine. Les troupes gouvernementales ont poursuivi en effet leur avance sur Sabinanigo par le sud, tandis qu'elles développaient leur action sur la Sierra de Odorel. En même temps, les forces républicaines qui occupaient les positions dominant la route de Cartirana à Sallent, avançaient également, resserrant le cercle autour de Sabinanigo.

L'armée gouvernementale se trouve à 12 kilomètres de Jaca dont elle est séparée par le massif de Odorel, massif si abrupt qu'il faut le contourner soit par Anzanigo, soit par Sabinanigo. Ce matin, l'artillerie républicaine a bombardé de nouveau la fabrique d'explosifs de Sabinanigo et les fortifications ennemies de Puerto-Brocice; à proximité de ce dernier village, les troupes républicaines se sont emparées de quelques positions. Durant la journée on a recueilli du matériel de guerre qui est, dans sa presque totalité de fabrication italienne. Les forces rebelles qui ne s'attendaient pas à cette avance et qui étaient abondamment pourvues en matériel, ont été contraintes d'en abandonner une très grande partie.

De nombreuses têtes de bétail ont également été recueillies. (Agence Espagne)

ATTAQUES REBELLES REPOUSSEES SUR LE FRONT DE SARAGOSSE.

Barcelone; 27 septembre: Une attaque des rebelles contre les positions de Zuera a été repoussée. L'artillerie républicaine a anéanti les tentatives de concentration de forces des rebelles, a proximité de Jaulin.

Dans le secteur de Fuentes de Ebro, les rebelles tentèrent de s'approcher des positions gouvernementales, mais, sous le feu violent des mitrailleuses républicaines, ils furent obligés de se replier. La pluie qui n'a pas cessé de la journée et la mauvaise visibilité ont empêché l'aviation républicaine d'appuyer l'action des troupes. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 29-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)

Service de 24 heures.

COMMUNIQUE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Valence 27 septembre: ARMÉE DE TERRE

Centre - Front de Madrid- Hier aux premières heures de la nuit, dans le quartier de Terol, et dans celui de Basurero, l'ennemi a engagé un combat qui, bientôt, prit une grande intensité, principalement à nos avant-postes de la Tranchée de la Mort. Les rebelles furent vaillamment contenus par les forces loyales.

Nord - Front oriental- l'ennemi a bombardé avec son artillerie notre ligne qui va de la côte au sommet du Mediodia et essaya de la rompre avec l'appui de ses tanks par la Route Nationale mais il fut repoussé. D'autres attaques ennemies dans ce secteur furent également repoussées. Notre artillerie a canonné avec efficacité les positions ennemies.

Front Méridional - Sur ce front, ont opéré avec beaucoup d'intensité l'aviation et les armes automatiques grâce auxquelles les rebelles réussirent à déloger nos forces des positions de Ventaniella après une lutte corps à corps acharnée. Dans les attaques contre les cols de Arcenorio, Ventaniella, et Tarna, les rebelles ont utilisé de grands effectifs et conquis la colline de Abedel; Le feu de nos mitrailleuses réussit à abattre un avion de chasse ennemi.

Front Occidental-Léger feu d'artillerie venant du Sanatorium.

Sud -L'artillerie rebelle postée à Porcuna (Jaen) a tiré sur nos avant-postes de Lopera. La nôtre a canonné les parapets de Alfaguara (Grenade).

Sud du Tage - Des positions de Medellin (Badajoz), fusillade sur les positions ennemies de Sierra de Enfrente et Batanejos.

Lovant - Hier, dans la journée notre artillerie a tiré sur un groupe d'ennemis qui travaillaient aux fortifications près de Campillo et de La Regatilla.

Dans les sous-secteurs de Villel et de Mina, ainsi qu'en divers autres points, légères attaques et fusillades contre l'ennemi.

Sur les différents fronts, 54 évadés, venant du camp des insurgés, se sont présentés dans nos rangs. (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES & TÉLÉPHONIQUES DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4 Septembre, 11
PARIS (2^e)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

Téléph. : Richelieu 79-10
4 Lignes Groupées

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)

SERVICE DE MINUIT.

COMMUNIQUE DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (ARMÉE DE L' AIR)

VALENCE- 27 septembre - La gare de Fuentes de Ebro et les fortifications factieuses de cette ville ont été bombardées.

Dans les Asturies; les mitrailleuses postées dans le col de Tarna ont abattu un appareil factieux. (Agence Espagne)

LE CONSEIL DES MINISTRES APPROUVE ENTIÈREMENT L'ACTIVITÉ
DE LA DÉLÉGATION ESPAGNOLE A GENEVE.

VALENCE- 27 septembre - Au Conseil des Ministres qui s'est tenu ce soir de 17 h30 à 22h 45, le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Étrangères ont rendu compte de leur activité à Genève, conjointement avec la délégation qui y représentait l'Espagne. Le Conseil a approuvé entièrement l'action du Président et de la délégation.

Le Ministre de l'Intérieur a rendu compte de l'état satisfaisant de l'ordre public et des mesures adoptées contre les ennemis de la République.
(Agence Espagne)

L' HOPITAL DE VIELLA INAUGURÉ PAR LE CONSEILLER A L'INTERIEUR
DE LA GENERALITE DE CATALOGNE.

BARCELONE -27 septembre- Accompagné du maire de Barcelone et d'autres personnalités, le Conseiller à l'Intérieur et à l'Assistance sociale de Catalogne, M.Sbert, s'est rendu à Viella, capitale du Val d'Aran, afin d'inaugurer l'Hôpital qui vient d'y être édifié par la Généralité. En cours de route, M.Sbert et sa suite se sont arrêtés à Las Avellanes où ils ont visité l'ancien noviciat des frères Maristes, transformé à présent en une maison de santé où sont hospitalisés un grand nombre de malades mentaux provenant pour la plupart de la maison de santé de Huesca. L'architecte de l'hôpital de Viella, M/Florensa, accompagna les autorités dans leur visite, et leur exposa, en même temps que les conditions techniques réunies par cet établissement, les difficultés qu'il a fallu vaincre pour parvenir à son achèvement. Le nouvel hôpital est situé très près de la ville, au milieu des forêts de pins. Il peut recevoir 55 malades et il est pourvu d'un matériel sanitaire du dernier modèle.

(Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)

M. DEL VAYO DEMANDE A LA SIXIEME COMMISSION LE RETABLISSEMENT EN FAVEUR DE L'ESPAGNE DES PRESCRIPTIONS DU DROIT INTERNATIONAL ET DU PACTE DE LA S.D.N.

Genève 27 Septemb e- " La Délégation espagnole maintient ici comme éléments essentiels pour la solution que l'Assemblée donnera au problème posé devant elle, les cinq propositions formulées dans son discours par le premier délégué de l'Espagne, le Docteur Negrin. Ces cinq propositions se ramènent à une seule et unique chose: il est nécessaire et urgent, une fois le système dit de Non-Intervention, disparu par sa propre inefficacité, de revenir à la loi internationale". C'est ce qu'a déclaré devant la Sixième Commission (Commission politique) de la S.D.N., le délégué de l'Espagne, M. Alvarez del Vayo.

"Ce que l'Assemblée ne peut manquer de faire, ajouta M. Del Vayo, à moins de fermer les yeux à l'évidence et de mettre en danger la raison d'être de la Société des Nations elle-même, c'est de constater que le régime juridique exceptionnel institué sous le nom de Non-Intervention, n'a eu et n'a aujourd'hui aucune efficacité pratique, et de déclarer en conséquence que les membres de la S.D.N. ont l'obligation dans leurs relations avec le gouvernement espagnol, "d'observer rigoureusement" selon le préambule du Pacte, " les proscriptions du Droit International reconnu désormais comme la règle de conduite effective des gouvernements".

Auparavant le délégué de l'Espagne, après avoir rappelé les cinq propositions présentées devant l'Assemblée par le Chef du Gouvernement espagnol avait montré comment l'aide armée prêtée par l'Allemagne et l'Italie aux rebelles sur terre et dans l'air s'étant avérée insuffisante, la collaboration s'étendit au domaine naval.

Après avoir rappelé un certain nombre de preuves de l'agression italo-allemande contre l'Espagne, M. Del Vayo ajoute que pour la prouver il aurait pu se borner à citer les propres sources allemandes et italiennes dont l'autorité les met à l'abri de toute controverse, depuis le discours du Chancelier Hitler du 20 Janvier 1937 dans lequel il se déclare "prêt à faire tout ce qui peut contribuer au rétablissement de l'ordre en Espagne" jusqu'aux dispositions publiées dans le journal officiel italien et étendant aux volontaires qui luttent en Espagne, les avantages concédés aux mobilisés et volontaires de l'Afrique Orientale.

"Ni l'Allemagne ni l'Italie ni toutes deux ensemble, affirma ensuite M. Del Vayo, n'oseront aujourd'hui provoquer une guerre européenne si la volonté commune des pays démocratiques décidés à maintenir la paix se manifeste à temps. Dans une ou deux années il serait trop tard. Ceux qui le savent le mieux sont naturellement les auteurs de troubles eux-mêmes... on ne va pas à une guerre européenne avec des soldats qui haïssent le régime pour la gloire duquel on les invite à aller à la mort. Les 2.000 italiens qui, ce n'est pas un paradoxe, ont connu la liberté seulement après avoir été faits prisonniers à Brihuega... après avoir passé quelques mois parmi nous, rivalisent de ferveur antifasciste avec nos combattants républicains"

Rappelant ensuite la prédiction faite devant l'Assemblée par le président Negrin de nouveaux envois massifs de troupes italiennes, M. Del-vayo demande si "cette fois encore on va attendre que ces troupes débarquent en Espagne pour que le Conseil au cours d'une prochaine réunion éventuelle, après avoir exprimé à nouveau ses regrets de voir que ses recommandations n'ont pas été suivies, exhorte le Comité de Londres à étudier en collaboration avec le représentant de l'Italie au Comité, la meilleure façon de les rapatrier.

.....A SUIVRE

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

quotidien

27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)

Suite n°I

M. DEL VAYO DEMANDE A LA SIXIEME COMMISSION LE RETABLISSEMENT EN FAVEUR DE L'ESPAGNE DES PRESCRIPTIONS DU DROIT INTERNATIONAL ET DU PACTE DE LA S.D.N.

.....

Après avoir affirmé que l'obéissance au Pacte aurait non seulement évité les dangers constants de cette longue période d'irresponsabilité internationale où l'on est chaque jour au bord de la catastrophe... et aurait aussi permis de mettre fin à la guerre d'Espagne en moins de deux mois, le délégué de l'Espagne demande si "continuer à empêcher le gouvernement espagnol à exercer son droit indiscutable d'acheter des armes et des munitions pour faire face à l'invasion, ne constitue pas qu'on le veuille ou non, une action complémentaire de l'agression réalisée par l'Allemagne et l'Italie, et en outre, entièrement incompatible avec les obligations imposées par l'article 10 du Pacte".

En terminant, M. Del Vayo formule la question concrète suivante en s'adressant tout spécialement aux deux gouvernements qui ont pris l'initiative de la Non-Intervention: "Vu l'ampleur et la gravité des violations constantes dont l'accord de Non-Intervention a été l'objet, gravité qui s'est caractérisée surtout par le fait que cet accord n'a pas empêché la présence en Espagne d'une véritable armée italienne d'occupation, est-ce que le gouvernement français et le gouvernement du Royaume Uni considèrent que l'accord de non-Intervention doit continuer à être la loi internationale applicable à la situation de l'Espagne?.....

"Ou l'Assemblée s'identifie avec la thèse des Etats agresseurs, considère leur agression compatible avec le système de Non-Intervention et avec le Pacte, ou elle reconnaît que la Non-Intervention n'est qu'une fiction, et dans ce cas elle doit logiquement se prononcer pour le rétablissement en faveur de l'Espagne des prescriptions du Droit International et du Pacte lui-même.

"Voilà l'alternative devant laquelle les propositions du premier délégué de l'Espagne ont mis l'Assemblée. Le gouvernement et le peuple espagnol qui doivent faire face à des sacrifices immenses attendent avec confiance les décisions de l'Assemblée, mais que personne ne se trompe: ces décisions peuvent affecter au plus haut point les intérêts vitaux de la Société des Nations tout entière, et par suite, le sort des plus hautes valeurs morales de l'humanité, et l'avenir de la paix du monde". (Agence Espagne)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 256)

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO DELEGUE DE L'ESPAGNE DEVANT LA 6^{ème} COMMISSION

Genève 27 Septembre- M. Alvarez Del Vayo, Délégué de l'Espagne a prononcé devant la 6^{ème} Commission (Commission Politique) le discours suivant:

Monsieur le Président, Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée, le Chef du Gouvernement espagnol a formulé, en vue de leur renvoi à l'examen de la 6^{ème} Commission, les propositions suivantes dont il m'incombe d'établir ici bien nettement le solide bien-fondé.

1^o/ Que l'on reconnaisse l'agression dont l'Espagne a été l'objet de la part de l'Allemagne et de l'Italie.

2^o/ Qu'en raison de cette reconnaissance, la Société des Nations examine de toute urgence la façon de mettre fin à cette agression.

3^o/ Que l'on rende immédiatement au Gouvernement espagnol son droit d'acquiescer librement tout le matériel de guerre qu'il estime nécessaire.

4^o/ Que les combattants non espagnols soient retirés du territoire espagnol.

5^o/ Que les mesures de sûreté à adopter en Méditerranée soient étendues à l'Espagne, et que l'on assure à l'Espagne la participation qui lui revient légitimement.

La première de ces propositions pose le problème central de l'agression étrangère dont était l'objet un Etat membre de la Société des Nations de la part de deux autres Etats, dont l'un fait également partie de la Société.

Dès le mois de Septembre de l'année dernière, le gouvernement espagnol démontrait d'une manière indubitable l'agression dont il était victime, par une note adressée, le 15 dudit mois, aux puissances signataires de la déclaration de Non-Intervention. En effet, dans cette note, à laquelle il se référerait quelques jours plus tard au cours de son intervention devant l'Assemblée, celui qui a aujourd'hui l'honneur de s'adresser à vous, mon gouvernement dénonçait une série de faits qui " dans leur ensemble, témoignent de l'existence d'une aide armée aux rebelles, et sont incompatibles avec les règles du Droit International et avec le devoir qu'impose le Pacte aux Etats membres de la Société des Nations "

Après avoir, dans cette communication, exposé une situation dans laquelle l'accord de Non-Intervention se traduisait pratiquement par le blocus du gouvernement légitime, le gouvernement espagnol, encore convaincu à cette époque de ce qu'aucune des puissances signataires ne voudrait admettre cette violation inouïe du Droit International, demandait la levée de l'Embargo pesant sur les exportations d'armes qui lui étaient destinées, ainsi que l'interdiction rigoureuse de toute fourniture de matériel de guerre aux rebelles.

Plus d'une année s'est écoulée depuis lors. Au cours de ces douze mois l'agression augmente dans la mesure de l'impunité qu'elle rencontre. Le 18 novembre, l'Allemagne et l'Italie reconnaissent les rebelles. C'est ainsi qu'un Etat membre de la Société des Nations, l'Italie, a créé dans la Société des Nations un précédent dont la gravité ne saurait être suffisamment exagérée: la reconnaissance, donne gouvernement légitime d'un autre Etat, membre aussi de la Société des Nations, d'une poignée de traîtres auxquels elle a elle-même fourni toutes les armes et les avions considérés nécessaires pour la réussite de l'entreprise.

Lorsque la résistance héroïque de Madrid réduit à néant les calculs des états-majors allemands et italiens qui ont remplacé les militaires rebelles dans la direction de la guerre, et que l'aide armée sur terre et dans l'air s'avère insuffisante, la collaboration s'étend au domaine naval.

.....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse télégraphique : ESPAGNAGENC



QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)

Suite n° I

LE TEXTE INTÉGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO DÉLÉGUÉ DE L'ESPAGNE DEVANT LA 6^{ème} COMMISSION

.....
Le croiseur espagnol " Cervantes ", ancré dans le port de Carthagène est attaqué le 22 Novembre par un sous-marin de nationalité inconnue. Le gouvernement italien se charge lui-même, plus tard, de l'identifier, en décernant une récompense officielle à l'auteur de ce haut fait.

L'agression commise, le 28 décembre, contre le navire marchand "Soton" et l'arraisonnement, quelques jours plus tard, des bateaux "Aragon" et "Martin Junquera" par les navires de guerre allemands "Amiral Scheer" et "Koenigsberg", permettent à l'amirauté allemande de sortir de la situation humiliante, où elle devait se limiter à des agressions clandestines et nocturnes contre les côtes espagnoles, et de proclamer ouvertement son autorité sur mer. L'amiral allemand "dans les eaux espagnoles", communique au gouvernement de la République, quesi, dans un délai de trois jours jusqu'au 8 Février 8 heures du matin, le bateau allemand "Palos" (détenu dans les eaux territoriales par les autorités espagnoles pour transport de matériel de guerre destiné aux rebelles) n'a pas été restitué, "les navires confisqués ainsi que leur cargaison seront utilisés, après les décomptes usuels, d'accord avec le gouvernement espagnol reconnu par nous".

Tout ceci est dûment spécifié et consigné dans le télégramme adressé, le 6 Janvier 1936, par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la République, au Secrétaire Général de la Société des Nations.

Aux centaines d'avions italiens et allemands qui opèrent régulièrement en territoire espagnol, vient s'adjoindre, lorsque les circonstances le demandent, la collaboration d'escadrilles envoyées spécialement de leur pays d'origine, pour détruire quelques villes espagnoles. Une fois leur agression accomplie, ces escadrilles retournent à leur point de départ. C'est ainsi que, le 17 Décembre 1936, les ports de Culéra et de Port-Bou subissent l'attaque de quatre triniteurs de bombardement, venus spécialement dans ce but de l'île de Sardaigne, sous le commandement du lieutenant Verdi, de la 4^{ème} escadrille de cette base.

Mais tout cela est insuffisant. C'est alors que se produit l'invasion ouverte, manifestée, d'une façon qui scandalise tout au moins l'opinion mondiale, dans l'offensive de Guadalajára.

Plus de 2.000 documents officiels des unités italiennes qui opéraient sur ce front, tombent aux mains du gouvernement espagnol. Réunis dans le Livre Blanc, qui a été reproduit partiellement dans le supplément spécial n° 165, du Journal Officiel, ces documents représentent un matériel probant qui, à notre avis, doit par lui seul suffire pour qu'en se prononçant sur la demande de déclaration d'agression formulée par le gouvernement espagnol, personne ne puisse avoir l'impression d'agir à la légère.

Dans sa note du 8 Janvier 1937, adressée au gouvernement du Royaume Uni, en tant que porte-parole auprès de lui du Comité de Non-Intervention, le Gouvernement espagnol avait prévu et annoncé que les semaines qui s'écouleraient entre son acceptation de principe du plan de contrôle et la mise en pratique dudit plan, seraient utilisées pour créer une situation de fait accompli, soit en l'occurrence, le passage en Espagne d'une véritable armée d'occupation.

Le Gouvernement espagnol vient de formuler une prédiction analogue. Se basant sur des informations émanant des meilleures sources, le Chef du Gouvernement espagnol a fait savoir devant l'Assemblée, que l'Italie s'apprête, ces jours-ci même, à envoyer en Espagne un autre

.....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)

Suite n° 2

QUOTIDIEN

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO DELEGUE DE L'ESPAGNE DEVANT LA 6^{ème} COMMISSION

.....
corps d'armée plus considérable encore que celui qui lutte actuellement pour vaincre la splendide résistance des combattants asturiens. Ses impressions ultérieures ne font que le confirmer.

"Va-t-on, cette fois encore, attendre que ces troupes débarquent en Espagne, pour que le Conseil, au cours d'une prochaine réunion éventuelle, après avoir exprimé à nouveau ses regrets de voir que ses recommandations n'ont pas été suivies, exhorte le Comité de Londres à étudier en collaboration avec le représentant de l'Italie au Comité, la meilleure façon de les rapatrier?"

La résolution du Conseil du 29 mai, sur le retrait des volontaires, était en elle-même excellente, et sa réalisation aurait conduit sans aucun doute à une fin rapide de la guerre. Mais à condition de ne pas consentir à ce que les intéressés, en la sabotant, remettent de nouveau en jeu et avec succès, leur politique dilatoire. Le Conseil lui-même avait dû l'entendre ainsi, lorsqu'il exprima " le ferme espoir que cette initiative recevra une suite permettant d'assurer avec le maximum de célérité le retrait de la lutte de tous les combattants non espagnols y participant! Toute la transcendance de cette résolution était contenue dans le mot "célérité". La réalité est venue démontrer que ce n'est pas précisément la rapidité de ces agissements qui a fait dérailler le Comité de Londres.

Une erreur fatale, sur laquelle nous avons attiré l'attention à diverses reprises, a pesé constamment sur le Comité de Londres, et pas seulement sur lui. La persistance de cette erreur exige qu'on lui retire, une fois pour toutes, jusqu'à la dernière apparence de justification. Elle consiste en ceci: lorsqu'on traite de la question espagnole, on parle, des "deux côtés", de Valence et Burgos-Salamanque, comme s'il s'agissait de deux expressions synonymes de capitale, et derrière lesquelles se trouveraient deux gouvernements à aucun desquels on ne saurait donner une satisfaction unilatérale sans irriter l'autre. Il me semble qu'il est hors de discussion que pour aucun des Etats membres de la Société des Nations, qui ne veulent pas tomber dans le même cas de violation de la loi internationale et du Pacte que celui commis par les Etats ayant reconnu les rebelles, il n'existe d'autre gouvernement en Espagne que celui que je représente ici. En outre à l'heure actuelle, ainsi que nous le répétons constamment, "l'autre côté", n'est pas tel ou tel ancien général espagnol dont il ne m'intéresse même pas de prononcer le nom. "L'autre Côté" est, si l'on veut réduire le problème à ses termes personnels, Mussolini et Hitler. Que l'on ait au moins l'honnêteté de ne pas dénaturer les choses. Un sens plus grand de la précision géographique aiderait indiscutablement à éclairer sous un angle juste la question espagnole. Nous nous comprendrions tous certainement mieux si, au lieu de parler de Valence et Salamanque ou Burgos, nous parlions de l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. C'est de là-bas que nous parvennent les témoignages les plus concluants de l'agression. Pour l'approuver, j'aurais pu me borner à citer les propres sources allemandes et italiennes dont l'autorité, exceptionnelle pour ce cas, les met à l'abri de toute controverse; Le discours du Chancelier-Président, du 20 Janvier 1937, dans lequel il se déclare "prêt à faire tout ce qui peut contribuer au rétablissement de l'ordre en Espagne".
.....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N^o 255)

Suite 3

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO, DELEGUE DE L'ESPAGNE, DEVANT LA SIXIEME COMMISSION

Le discours du Duce à Palerme, le 20 Août: " Qu'il soit dit de la façon la plus catégorique que nous ne tolérerons pas, dans la Méditerranée, le bolchevisme ou quoi que ce soit de semblable." Le radiogramme envoyé le 13 Mars 1937 de Palma de Majorque au représentant des rebelles à Rome, demandant l'annulation de transfert de l'amiral Yachino dont le travail excellent réalisé à Palma de Majorque rend nécessaire la continuité de sa charge, vu l'importance de cette ville comme base navale et aérienne". Livre d'enregistrement et feuilles de service du cuirassé rebelle "España", trouvés quand celui-ci fut coulé, et qui constituent le témoignage de l'enrôlement, à partir du mois de décembre, d'"experts allemands" à bord du dit navire de guerre. Les documents officiels italiens sur la participation des forces italiennes à la prise de Malaga. L'ordre du général Mancini, commandant de la division des volontaires du Littorio, daté de Arcos au 11 Mars 1937, et où l'on peut lire, dans son paragraphe 5, relatif au moral des soldats: " On y arrive facilement en leur parlant très souvent, sans laisser jamais passer l'occasion de faire les allusions politiques qui s'imposent, et en tenant toujours présent en leur mémoire l^o Duce; le Duce qui travaille pour la grandeur de la nation; le Duce qui a combattu et lutté pour l'extermination du communisme; le Duce qui veut cette lutte, et qui dans cette lutte les suit avec une attention particulière."

Le télégramme du Duce au général Mancini, que ce dernier reproduisit dans son ordre du 13 Mars 1937, et qui est conçu dans les termes suivants:

" Je reçois à bord du "Pola", en route pour la Lybie, le communiqué de la grande bataille qui se livre actuellement dans la direction de Guadalajara. Je suis les vicissitudes de la bataille en toute tranquillité d'esprit, parce que je suis certain que l'élan et la ténacité de nos légionnaires vaincront les résistances de l'ennemi. Mettre en déroute les forces internationales sera le succès de la plus grande portée au point de vue politique. Faites savoir aux légionnaires que je suis, heure par heure, leur action qui sera couronnée par la victoire".

L'ordre du jour voté le 2 Mars par le Grand Conseil du Fascisme:

" Le Grand Conseil du Fascisme exprime sa solidarité avec l'Espagne Nationale et salue les forces armées de Franco; dont la victoire doit marquer la fin de toute tentative bolchevique en Occident, et le début d'une ère nouvelle de puissance et de justice sociale pour le peuple espagnol, uni au peuple italien par des liens séculaires de langue, de religion et d'histoire."

Ce à quoi le général Mancini ajoute pour son propre compte le commentaire suivant: "Le Grand Conseil du Fascisme, en adressant son salut, avait surtout à l'esprit les 50.000 camarades qui, en terre espagnole, se battent sous les emblèmes et pour la gloire du Littorio".

Les dispositions publiées dans le Journal Officiel italien, étendant aux volontaires qui luttent en Espagne les avantages accordés aux mobilisés et volontaires de l'Afrique Orientale. Le communiqué officiel donné à Rome le 27 Août au soir, reproduisant l'ordre du jour du Chef de l'Etat-Major des Milices Volontaires pour la Sécurité Nationale, et dans lequel, à l'occasion de la prise de Santander par les troupes italiennes, on renouvelle au Duce " le plus haut serment d'être toujours plus dignes de nos vaillants camarades, et l'engagement d'honneur que, dans la route du devoir, les insignes noirs, déjà chargés de gloire impériale ancienne et récente, sauront conquérir les lauriers de la plus retentissante victoire". Les manifestations de M. Grandi au Comité de Londres. La harangue du général italien Sandro Piazzoni aux unités des "Flèches Noires", à la veille de l'attaque définitive contre Santander. Le télégramme du général Toruzzi, Inspecteur des Chemises Noires en Espagne. Les textes cités par le Premier Délégué de l'Espagne dans son discours devant l'Assemblée....

(voir suite)

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)

quotidien

(Suite 4)

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO, DELEGUE DE L'ESPAGNE
DEVANT LA SIXIEME COMMISSION.

....."Mais à quoi bon continuer ? Les peuples libres attendent avec impatience le moment où cessera cette situation indigne créée par le terrorisme de deux puissances dont le délire d'hégémonie se nourrit avant tout de la faiblesse des autres. Le plus grand service que l'on puisse rendre aujourd'hui à la cause de la paix c'est d'enlever au monstre à deux têtes qui se donne l'air de vouloir déclarer la guerre à toute l'Europe, la possibilité de continuer un tel chantage devant le monde justement horrifié par le souvenir de la grande tragédie de 1914. Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni toutes deux ensemble n'oseront aujourd'hui provoquer une guerre européenne si la volonté commune des pays démocratiques décidés à maintenir la paix se manifeste à temps. Dans une ou deux années, il serait trop tard. Ceux qui le savent le mieux ce sont naturellement les auteurs de troubles eux-mêmes. C'est pourquoi ils redoublent leurs efforts pour intimider ceux qui ne toléreraient jamais tant d'atrocités s'ils ne craignaient qu'une politique plus énergique de leurs propres gouvernements ne puisse les obliger à aller eux-mêmes à la ligne de feu. Si on laisse les choses suivre leur cours comme jusqu'à aujourd'hui, l'opinion publique de tous les pays pacifiques et démocratiques se soulèvera bientôt avec colère contre ceux qui ont été condamnés à l'impuissance et à l'humiliation, faute d'avoir eu le courage et la clairvoyance de découvrir derrière cette menace de guerre générale constamment exploitée par lesdits Etats totalitaires et axe véritable de toute leur politique extérieure, le plus gigantesque chantage qu'ait jamais connu l'Histoire.

"On ne va pas à une guerre européenne avec des soldats qui haïssent le régime pour la gloire duquel on les invite à aller à la mort. Les deux mille Italiens qui - ce n'est pas un paradoxe - ont connu la liberté seulement après avoir été faits prisonniers à Brihuega, et que de nombreux visiteurs étrangers ont pu voir dans les environs de Valence, sont la meilleure preuve que leurs Chefs avant d'affronter dans une grande guerre les forces armées de la Démocratie devraient y réfléchir à deux fois. Chacun de ces prisonniers, après avoir passé quelques mois parmi nous, rivalise de ferveur anti-fasciste avec nos combattants républicains. Ils dévorent les journaux et les livres qu'on leur envoie sur leur propre demande.

"J'invite ceux de mes collègues, noblement intéressés à l'humanisation de la guerre, à venir vérifier eux-mêmes le traitement que reçoivent les prisonniers italiens et il serait même désirable que, pour compléter cette information, ils aillent ensuite se rendre compte de la situation de nos propres prisonniers, surtout de ceux de l'Ancienne Brigade Internationale, les seuls authentiques volontaires étrangers, s'il en reste un seul vivant dans la zone rebelle. Non, non ! Dans ces conditions il n'est pas si facile d'aller à une guerre européenne. Et "l'on n'entre pas non plus en guerre, - la formule est du général allemand Von Fritsch -, avec des cartes de **paix**, bien que généralement quand on finit la guerre il n'y ait même plus de pain à échanger contre les cartes".

"Ce qui se passe, c'est que par une série d'agressions partielles, grâce à un plan d'invasion échelonnée, l'on prend des positions pour le grand jour où les armes auront la parole. Si cela est admis, on pourra aller en toute tranquillité à la guerre, certain de la victoire. Aujourd'hui c'est l'Espagne. Demain ce sera tel autre pays présentant, d'après ces gardiens de la civilisation européenne, des symptômes de bolchevisation proche ou lointaine, symptômes qu'ils apprécient et mesurent eux-mêmes et qui leur permettent de mener la croisade idéologique jusqu'à ses dernières conséquences, en combinant la conquête des âmes avec celle d'un certain nombre de bases navales, aériennes ou terrestres de grande valeur stratégique.....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNEAGENCE
27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)
(suite 5)

QUOTIDIEN

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO, DELEGUE DE L'ESPAGNE
DEVANT LA SIXIEME COMMISSION.

.....
Ces défenseurs de la civilisation, M. Litvinov en a fait l'autre jour un portrait caustique dans son admirable discours.

"Il y a un seul moyen pour arrêter les perturbateurs de la paix dans leur course frénétique. C'est de mettre fin à la politique de temporisation avec l'agresseur et de se replacer résolument sur le terrain de la loi internationale. Cette proposition sera peut-être jugée par certains comme le comble de la folie. Il y a des membres de la Société des Nations qui voudraient certainement pouvoir continuer à avoir foi en cette institution, mais qui se rendent compte qu'ils ont dépensé toutes leurs capacités de foi en essayant de contenter et de concilier l'adversaire, au lieu de la mettre au service de nos devoirs communs. Non sans mélancolie, ils voient dans le Pacte une sorte de bréviaire d'une sécurité collective qui n'est pas de ce monde. Avec une sorte de résignation chrétienne, ils pensent que puisqu'on ne peut rien faire contre l'agresseur, il vaut mieux fraterniser avec lui.

"Je regrette de ne pouvoir partager cet état d'extase contemplative. Ce ne sera jamais avec notre approbation ou notre complicité que la Société des Nations tombera dans l'abîme où voudraient la mener ses ennemis, ou ceux de ses amis qui, gardant toute leur tendresse pour son impuissance, ne veulent rien faire de fécond pour renforcer son autorité. Si les espoirs qu'on a eus autrefois et que nous avons encore, que ^{par} la Société des Nations la défense de la paix devienne une réalité profonde ont été déçus jusqu'à aujourd'hui pour des motifs que nous connaissons tous, du moins que l'on évite l'opprobre de la faire apparaître comme abritant l'agresseur.

"La recherche de l'agresseur, se définissant comme tel, était, on s'en souviendra, un des objectifs principaux de la Société des Nations dans ses meilleurs jours. Mais voici aujourd'hui un cas, celui de l'Espagne, où l'agresseur se désigne lui-même et donne à son crime tout le relief public que lui dicte son orgueil. Dans son dernier discours, le Chef du Gouvernement espagnol, a montré un numéro du "Popolo d'Italia" où l'agresseur dit "Me voici" et, pour le cas où quelqu'un pourrait avoir un doute, il publie même sa photographie. Malheureusement pour ceux qui se croient passés maîtres dans l'art d'éviter les situations difficiles, il y a ici un agresseur qui se plante devant eux alors qu'ils seraient si heureux qu'un peu de discrétion de la part de celui qui a violé la loi pût leur permettre d'ignorer avec élégance une réalité désagréable. Non, cette fois il est inutile d'essayer de détourner son regard dans la salle. Après l'exposé que je viens de faire, appuyé par le cynique plaisir des agresseurs à signer leurs actes, le mot "agression" vient s'inscrire en caractères énormes et innéfastables sur les quatre murs de l'Assemblée.

"Devant le fait indiscutable qu'est l'agression, le moins que puisse faire l'Assemblée après l'avoir reconnu, c'est de mettre fin à une situation où l'agresseur trouve la voie libre pour réaliser son crime, pendant que la légitime défense rencontre tous les obstacles et toutes les difficultés. Si la Société des Nations, pour des motifs dont je ne peux analyser ici l'origine ni la consistance, n'est pas en mesure de prêter à l'Etat victime de l'agression l'assistance active à laquelle il a droit selon le pacte, qu'elle ne commette pas, au moins, l'iniquité de l'empêcher d'acquérir les moyens de se défendre pour son propre compte.

Qu'a été, pendant une longue année, la politique de non-intervention pratiquée en dehors du Pacte et de la loi internationale? Un échec total; et en même temps, pour cruelles et injustes que ces paroles semblent à ceux qui ont cru, par cette politique, assurer la paix, - une prime à l'agression.

..... (voir suite).....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)

(suite 6)

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO, DELEGUE DE L'ESPAGNE,
DEVANT LA SIXIÈME COMMISSION.

..... 'Nous n'avons aucun désir d'insister dans une critique qui aujourd'hui peut apparaître déplacée et dépassée par les événements. Après les interventions faites à la Tribune de l'Assemblée par les honorables représentants de la France et du Royaume Uni, nous pourrions, semble-t-il, garder le silence si nous ne devinions dans certains secteurs, un effort désespéré pour concilier les oraisons funèbres de la Non-Intervention avec de vagues espérances de sa résurrection. La nouvelle ligne qui commençait à se dessiner apparaît menacée.

Puisque l'on prétend encore que la Non-Intervention a sauvé la paix, je me vois obligé de maintenir notre thème: l'obéissance au Pacte aurait non seulement évité les dangers constants de cette longue période d'irresponsabilité internationale où l'on est chaque jour au bord de la catastrophe, et où personne, sauf les Etats agresseurs, ne sait où il va ; mais elle aurait aussi permis de mettre fin à la guerre d'Espagne en moins de deux mois. Evidemment, mon affirmation n'aurait pas plus de valeur que l'autre si je ne pouvais invoquer tout le sang inutilement versé dans mon pays comme conséquence de cette politique funeste; la chaîne continue des violations d'accords réalisés en dehors du Pacte dont je n'ai donné ici que quelques exemples et dont j'ai sur cette table, prêtes à répondre à toute objection, des preuves définitives; une telle accumulation d'outrages et d'attaques dans la Méditerranée que les protagonistes de la Non-Intervention, étant directement menacés dans leurs intérêts vitaux, se sont vus obligés de rentrer dans la voie de la sécurité collective, bien que pratiquée à demi et avec l'injuste exclusion de la puissance méditerranéenne qui souffre le plus des attaques de la marine italienne ; un état d'agressivité générale qui se répand rapidement d'un Etat à un autre dans une concurrence effrénée pour voir lequel va le plus loin, l'Extrême Orient ou l'Europe, dans l'application de la loi du plus fort.

..... (voir suite).....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2°)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENC

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N°255)

(suite 7)

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO, DELEGUE DE L'ESPAGNE,
DEVANT LA SIXIEME COMMISSION.

..... En effet, une amée de Non-Intervention a contribué à créer la situation admirablement définie par le Président Roosevelt dans son dernier discours prononcé à l'occasion de la commémoration du 150ème. Anniversaire de la Constitution des Etats-Unis: "La frayeur est répandue sur le monde; la peur de l'agression, de l'invasion, de la révolution, et de la mort plane sur la terre".

Je sais bien que l'abandon de la politique de Non-Intervention sera une mesure dure à prendre pour ceux qui espéraient honnêtement un meilleur résultat ainsi que pour ceux qui, sans se préoccuper si elle servait ou non à éviter la guerre, l'accueillirent favorablement en raison de son apparente impartialité entre deux idéologies. Ne prendre part ni pour les uns ni pour les autres serait évidemment une position très respectable s'il n'y avait, à un moment donné, quelque chose qui exclue toute neutralité. En présence du Pacte, aucune neutralité n'est possible. On l'accepte et on lui obéit, ou on l'ignore et on le trahit. Tout membre de la Société des Nations a parfaitement le droit de ne pas vouloir être mêlé à un conflit entre deux idéologies, bien que comme cela a été démontré suffisamment dans le cas de l'Espagne, cette formule n'ait été que le paravent, peu efficace d'ailleurs, derrière lequel l'agresseur a agi à son gré. Mais il y a une idéologie qui est commune à nous tous qui sommes ici. C'est l'idéologie qui inspire le Pacte. Est-ce que les obligations qui dérivent du Pacte n'existent pas pour les Etats, ici représentés, qui maintiennent des relations normales avec l'Etat espagnol? Est-ce que quelqu'un peut nier que l'envoi d'armes, de munitions et de divisions entières aux rebelles constitue une violation scandaleuse du droit international et que les déclarations publiques répétées des gouvernements italien et allemand sur leur politique en Espagne représentent une menace contre notre intégrité territoriale et notre indépendance politique? Est-ce que, dans ces circonstances, continuer à empêcher le Gouvernement espagnol à exercer son droit indiscutable d'acheter des armes et des munitions pour faire face à l'invasion, ne constitue pas, qu'on le veuille ou non, une action complémentaire de l'agression réalisée par l'Allemagne et l'Italie, et, en outre, entièrement incompatible avec les obligations imposées par l'Article X du Pacte?

..... (voir suite).....

AGENCE ESPAGNE

INFORMATIONS TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
DE DERNIÈRE HEURE

11, Rue du 4-Septembre, Paris (2^e)

Téléphone : RICHELIEU 79-10 (4 lignes groupées)

Adresse Télégraphique : ESPAGNAGENCE

QUOTIDIEN

27 SEPTEMBRE 1937 (N° 255)
(Suite 8 et fin)

LE TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS DE M. DEL VAYO, DELEGUE DE L'ESPAGNE DEVANT LA SIXIEME COMMISSION

.....

Dans la discussion du rapport du Secrétaire Général, les choses ont été enfin appelées par leur nom. Les ennemis de la Paix ont été démasqués. Que l'Assemblée, au moment de prendre une décision sur la question posée par la délégation espagnole, ne les couvre pas par une complicité qui porterait à son prestige une blessure irrémédiable. Je voudrais formuler la question concrète suivante, en m'adressant tout spécialement aux deux gouvernements qui ont pris l'initiative de la Non-Intervention: vu l'ampleur et la gravité des violations constantes dont l'accord de Non-Intervention a été l'objet, gravité qui s'est caractérisée surtout par le fait que cet accord n'a pas empêché la présence en Espagne d'une véritable armée italienne d'occupation, est-ce que le gouvernement français et le gouvernement du Royaume Uni considèrent que l'accord de Non-Intervention doit continuer à être la loi internationale applicable à la situation de l'Espagne?

Tout ce que j'expose justifie la position de la délégation espagnole qui maintient ici comme élément essentiel pour la solution que l'Assemblée donnera au problème posé devant elle, les cinq propositions formulées dans son discours par le premier délégué de l'Espagne, le Docteur Negrin. Ces cinq propositions se ramènent à une seule et unique chose: il est nécessaire et urgent, une fois le système dit de Non-Intervention disparu par sa propre inefficacité, de revenir à la Loi internationale. Ce que l'Assemblée ne peut manquer de faire, à moins de fermer les yeux à l'évidence, et de mettre en danger la raison d'être de la Société des Nations elle-même, c'est de constater que le régime juridique exceptionnel institué sous le nom de Non-Intervention n'a eu et n'a aujourd'hui aucune efficacité pratique, et de déclarer en conséquence que les membres de la Société des Nations ont l'obligation, dans leurs relations avec le gouvernement espagnol, "d'observer rigoureusement", selon le préambule du Pacte "les prescriptions du Droit International reconnu désormais comme règle de conduite effective des gouvernements".

Le gouvernement espagnol n'estime pas nécessaire de demander plus, mais il ne peut se satisfaire de moins. Personne ne pourra nous accuser d'aller trop loin dans nos prétentions; elles ne sont pas seulement justifiées et raisonnables, mais elles vont moins loin que le Pacte.

Cu l'Assemblée s'identifie avec la thèse des Etats agresseurs, considère leur agression compatible avec le système de Non-Intervention et avec le Pacte, ou elle reconnaît que la Non-Intervention n'est qu'une fiction et dans ce cas, elle doit logiquement se prononcer pour le rétablissement en faveur de l'Espagne des "prescriptions du Droit International" et du Pacte lui-même.

Voilà l'alternative devant laquelle les propositions du premier Délégué de l'Espagne ont mis l'Assemblée. Le gouvernement et le peuple espagnol qui doivent faire face à des sacrifices immenses attendent avec confiance les décisions de l'Assemblée, mais que personne ne se trompe: ses décisions peuvent affecter au plus haut point les intérêts vitaux de la Société des Nations tout entière, et par suite, le sort des plus hautes valeurs morales de l'humanité, et l'avenir de la Paix du monde! (Agence Espagne)